

Texte pour Panel thématique : Que produit le 'Participatif' dans la longue durée ? Les 'participations' en projets entre idéologie, fiction et ingénierie socio-politique

IV^{ème} Colloque des Sciences, Cultures et Technologies

Université d'Abomey-Calavi, 23 - 28 Septembre 2013

Thème : *Les interventions de développement et la sécurité alimentaire dans la commune de Coby*

Peggy TOHINLO¹ ; Anne FLOQUET², Roch MONGBO³ et Philippe LEBAILLY⁴

1. INTRODUCTION

L'agriculture constitue le socle de l'économie béninoise et se caractérise par une focalisation sur les cultures de rentes pour l'exportation. La principale culture de rente est le coton dont la filière est organisée et fait l'objet de toutes les attentions. Si les principales cultures vivrières dépendent du coton pour l'accès aux intrants et aux crédits, elles assurent globalement une autosuffisance alimentaire aux populations béninoises en céréales (excepté le riz), légumineuses, en tubercules et racines (MAEP & ONASA).

Cette autosuffisance alimentaire demeure précaire avec des disparités régionales. En effet, les populations de 30 des 77 communes du Bénin présentent une insuffisance aiguë à l'accès physique et économique à une alimentation adéquate. Elles vivent en situation d'insécurité alimentaire extrême ou de famine pendant que les 47 autres communes présentent un accès limité à une alimentation adéquate et des risques de détérioration de la situation alimentaire (CRAD, 2013).

Face à ce constat, les gouvernements qui se sont succédé ont toujours exprimé leur ferme volonté de juguler l'insécurité alimentaire grâce aux divers appuis de l'aide au développement. Ainsi, depuis les années 90s, des centaines de projets et programmes (financés par diverses coopérations et institutions internationales) ont été mis en œuvre dans le but de la réduction de l'insécurité alimentaire (CRAD, 2013). Si ces projets/programmes participatifs, se basant soit sur l'approche de

¹ Doctorante à la Faculté Universitaire Agro-Bio –Tech de Gembloux en Belgique/Université d'Abomey-Calvi.
Courriel : Peggy_Tohinlo@yahoo.fr

² Enseignant-Chercheur à l'Université d'Abomey-Calavi et chercheur au LADYD

³ Professeur à l'Université d'Abomey-Calavi-Faculté des Sciences Agronomiques (FSA)- Directeur du LADYD

⁴ Professeur à la Faculté Universitaire Ago-Bio-Tech de Gembloux de l'Université de Liège (ULg)

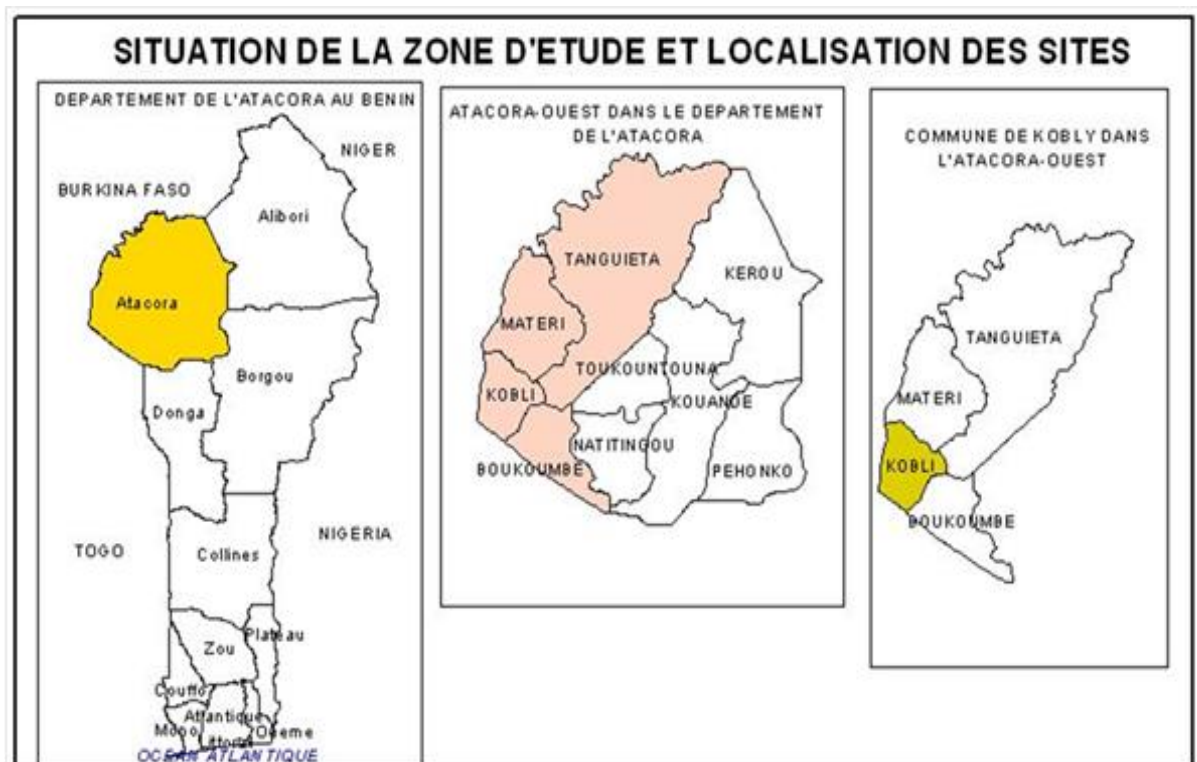
faire-faire ou celle d'intervention directe, ont couvert tout le pays, on note une forte concentration de ces derniers dans les départements du Mono-Couffo (sud-Bénin) et de l'Atacora-Donga (nord-ouest du Bénin) en raison de la gravité de la pauvreté et de la sévérité des indicateurs d'insécurité alimentaire qu'affichent ces départements (Zinzindohoué, 2012 ; CEBEDES, 2008).

Après plus de 3 décennies d'interventions des projets dans le département l'Atacora en général et à Coby en particulier, l'insécurité alimentaire persiste et constitue un des facteurs qui contribue et maintient la majorité de la population dans la pauvreté chronique et l'exclusion sociale. En effet, d'après la récente enquête sur la sécurité alimentaire effectuée en 2008 par le PAM (PAM, 2008), le tiers de la population de l'Atacora souffre de l'insécurité alimentaire. Les résultats EMICoV 2011 montrent que la commune de Coby, après avoir connus (de 1990-2010) plus d'une trentaine de projets participatifs visant l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations, compte 93% de ménages (contre 31% au niveau national) vivant une pauvreté d'existence ; 68% de sa population subit en permanence l'insécurité alimentaire (IA) et 24% présente des risques d'insécurité alimentaire (ARIA). On se demande alors ce que les interventions ont ou non produit en matière de sécurité alimentaire dans les communautés bénéficiaires. Nous postulons dans ce papier, qui se base sur les données empiriques de la commune de Coby en général et celles du village de Tokibi en particulier, que les mécanismes d'interventions des projets et programmes n'ont pas été efficaces pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté des populations. Pour conduire cette analyse d'impact, nous nous proposons (i) de faire une cartographie des projets, (ii) d'analyser la disponibilité vivrière de la commune, et (iii) de comparer la situation de sécurité alimentaire des bénéficiaires et non bénéficiaires des projets.

2. MATERIELS ET METHODES

La présente étude s'inscrit dans le cadre d'une thèse, conduite au sein du Laboratoire d'Analyse des Dynamiques de Développement (LADYD) de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), financée par la Coopération Belge dans le cadre du Programme Interuniversitaire Ciblé (PIC) et visant principalement l'analyse des effets des interventions participatives sur les conditions de vie des ménages de l'Atacora (au nord-ouest du Bénin). Les résultats de ce papier proviennent de la Commune de

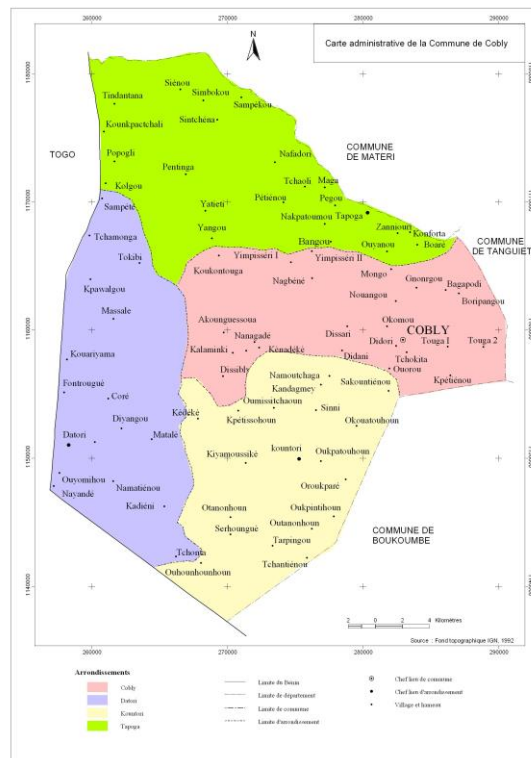
Cobly en générale et du village de Tokibi⁵ (arrondissement de Datori) en particulier. Située au nord-ouest du département de l'Atacora, la Commune de Cobly (cf. carte 1) s'étend sur une superficie 825 km² pour une population de 50.000habitants (RGPH3) répartie en 26 villages pour 4 arrondissements (cf. carte 2) et subissant chaque année une soudure alimentaire de 6 à 8 mois. Selon le Cadre harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et populations vulnérables proposé en 2010 par le Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sècheresse au Sahel (CILSS), Cobly est une commune à Insécurité Alimentaire (IA) critique (CRAD, 2013) avec un indice de pauvreté non monétaire passant de 92 à 93% entre 2007 et 2011 même si celui monétaire a évolué de 22 à 28% sur la même période (INSAE, 2011).



S'inscrivant dans la démarche globale de nos travaux de thèse dont l'une des originalités réside dans l'analyse de la situation alimentaire des ménages aux prismes de leurs trajectoires d'accumulation de capitaux à la faveur ou non des interventions de projets/programmes de développement, les matériaux de ce papier

⁵ Village situé au nord-ouest à environ 25 km du chef-lieu de la commune de Cobly. Il abrite une population de 2740 habitants regroupés en 398 ménages répartis en 8 hameaux bien distants des uns des autres. Il est relié au chef-lieu par une piste carrossable mal entretenue et relativement accessible à toute saison. Il dispose d'un marché régional à vivrier qui s'anime tous les lundis. Tokibi se classe parmi les villages qui ont reçu la majorité des projets/programmes qui sont intervenus dans Cobly depuis 19980.

sont constitués des données empiriques collectées aussi bien au niveau village que de la commune dans la période 2012-2013.



Carte 1: Situation administrative de la commune de Coby

Ces données ont concerné le calendrier agricole, les statistiques agricoles, les périodes d'abondance et de pénurie des vivriers, le calendrier des prix, les dépenses alimentaires des ménages, les stratégies de sa gestion de la soudure alimentaire au sein des ménages, les projets intervenus et leurs actions, etc.. Pendant que les données qualitatives ont été collectées lors des entretiens en petits groupes et individuels (de façon formelle et informelle), celles quantitatives l'ont été sur la base des questionnaires structurés adressés aux institutions et ménages. Précisons que l'enquête auprès des ménages a été réalisée sur la base d'un échantillonnage à deux niveaux. Après le recensement des ménages, un premier échantillon de 20% des ménages (soit 80 ménages à Tokibi et 214 à Coby) a été tiré de façon aléatoire afin d'identifier les bénéficiaires de projets des non bénéficiaires. Ensuite un deuxième échantillon constitué de 60% de bénéficiaires (soit 14 à Tokibi) et 60% de non bénéficiaires (soit 35 à Tokibi) a été tiré de façon raisonnée pour fournir les informations sur leurs situations alimentaires. Pour l'analyse des données, nous avons utilisé une base SPSS pour calcul des statistiques descriptives et les tests

d'indifférence (comparaison de moyenne et de khi-deux). Signalons ici que les données relatives à l'accumulation de capitaux et aux trajectoires d'accumulation des ménages sont encours de collecte si bien que le présent papier ne pourra pas établir le parallèle entre les trajectoires d'accumulation et la situation alimentaire des bénéficiaires et non bénéficiaires des projets.

3. RESULTATS

Cette section présentera dans un premier temps les projets/ programmes intervenus en matière de sécurité alimentaire et leurs actions, ensuite l'offre vivrier de la commune sera aborder pour déboucher sur la situation alimentaire des ménages bénéficiaires des projets/programmes.

3.1 Cartographie des projets et programmes de développement

Selon la documentation et de l'avis des divers acteurs de développement (les ménages, les responsables de groupements/association, des élus locaux et communaux, les responsables des services déconcentrés, les agents des projets et ONG, etc.), il a été recensé pour la période de 1980 à 2012 et à l'échelle de la commune de Cobly 70 projets et programmes. Ces diverses interventions ont concerné aussi bien les secteurs sociaux à travers :

- la Scolarisation et l'éducation des adultes (alphabétisation),
- la santé,
- l'accès à l'eau potable,
- l'assainissement,
- le renforcement des capacités de leadership

que ceux économiques tels que :

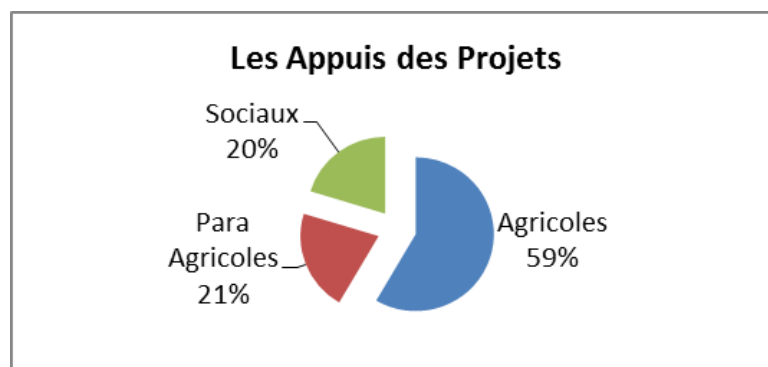
- les pistes de dessertes et les infrastructures marchandes (hangars, etc.)
- la promotion des filières agricoles dont notamment le riz, le maïs, la volaille par le biais des aménagements de bas-fonds, la facilitation de l'accès aux intrants, l'amélioration des itinéraires techniques, l'organisation de la commercialisation, etc.,
- le stockage et la conservation à travers les magasins et les greniers améliorés,

- la transformation agro-alimentaire avec des renforcements de capacités et d'amélioration des techniques,
- la micro finance avec des crédits et la mise en place des institutions d'épargne-crédits,
- etc.

Ces projets et programmes de développement sont financés aussi bien par le Gouvernement Béninois que par la coopération bilatérale (SNV, GTZ/ GIZ, CTB, AFD, etc.), multilatérale (le Système des Nations Unies), les ONG et Organismes Internationaux (FIDA, PLAN, CARE, etc.) et les ONG nationales. De part les activités réalisées dans les villages, les diverses interventions peuvent être regroupées en 3 grands types que sont les :

- appuis directs à la production agricole qui sont des offres en techniques de production, en intrants, en stockage et transformation agro-alimentaire, et en aménagement de bas-fonds ;
- les appuis para-agricoles que sont les interventions en matière de commerce, de vente des produits agricoles, d'épargne-crédit et ou de formation ;
- appuis sociaux regroupent les actions qui sont orientées vers les domaines de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau potable, de soutien aux sinistrés, etc.

De tous ces appuis ceux agricoles sont les plus importants et représentent 60% de toutes les interventions (cf. figure 1). Le but déclaré ou non des appuis agricoles et para-agricoles est l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages. Ainsi près de 80% des projets/ programmes sont mis en œuvre pour la réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté des ménages.



Source : Nos Enquêtes terrain, 2012

Des 26 villages de la commune de Cobly, celui de Tokibi appartient au peloton de tête caractérisé par une forte concentration des diverses interventions en développement. En effet, sur les 70 projets et programmes qui sont intervenus dans la commune de Cobly, le village de Tokibi en a reçu une quarantaine (40) dont près d'une trentaine (30) ayant œuvré pour diverses composantes de la sécurité alimentaire des populations. Au Sommet Mondial de l'Alimentation en novembre 1996, le concept de la sécurité alimentaire a été défini comme une situation dans laquelle « *toutes les personnes d'une communauté ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, sûre et nutritive qui répond à leurs besoins diététiques et leurs préférences alimentaires, pour une vie saine et active* ». Cette définition fait transparaître quatre (4) composantes/dimensions essentielles dans l'atteinte de la sécurité alimentaire des ménages ; il s'agit de :

- la disponibilité de l'aliment,
- l'accessibilité physique, sociale et économique ;
- la stabilité (l'existence de l'aliment à tout moment et en toute période)
- l'utilisation (qualité de l'aliment pour une vie saine et active).

Les interventions, des divers projets et programmes de développement en matière de sécurité alimentaires, sont souvent axées sur l'une ou l'autre de ces 4 dimensions. En effet, toute activité qui contribue à améliorer la production agricole (l'amélioration de la technologie physique, l'accès aux intrants nécessaires et aux variétés améliorées de semences, les techniques culturales, l'aménagement des bas-fonds, l'utilisation des stratégies appropriées de gestion des parasites etc.) ou les approvisionnements alimentaires est considérée comme faisant partie d'une stratégie d'augmentation de la disponibilité alimentaire. Les appuis en conservation-stockage, transformation agro-alimentaire, en réalisation et entretien des pistes rurales, en commercialisation de vivriers, en banques de céréales, en warrantage, en amélioration du revenu, etc. constituent les éléments des composantes d'accessibilité et de stabilité. Précisons que la notion de stabilité prend également en compte les stratégies de gestion des crises et chocs saisonniers, cycliques et des catastrophes naturelles et environnementales. Les activités contribuant à la composante de l'utilisation alimentaire appropriée incluent l'éducation sur la santé et

la nutrition, l'accès à l'eau potable, l'infrastructure sûre d'hygiène, le supplément de vitamines et la fortification, etc. Par rapport à cette opérationnalisation, le tableau suivant fait le point des dimensions de la sécurité alimentaire qui ont été couvertes ou pris en compte par les principaux projets/programmes intervenus dans le village de Tokibi.

Tableau 1 : les dimensions de la sécurité alimentaire couvertes par les projets

<i>Projets</i>	<i>Structure de financement</i>	<i>Actions</i>	<i>Dimensions couvertes</i>
Sassakawa Global 2000 (1988-1993)		-Promotion de la filière maïs -Renforcement de capacités -Epargne-crédits	Disponibilité Accessibilité
UNSO (1993-1998)	Américain	Construction de magasin -formation -lutte contre le Striga, formation pour compostage -Formation des pépiniéristes, dons de plants d'eucalyptus -Installation de la CVECA	Accessibilité et Stabilité
PDR (1993-1995)	SNV	Construction d'ouvrages d'art et de pistes	Accessibilité
PROMIC	FIDA	Micro-crédits Appui aux AGR Réalisation de forage	Accessibilité
PADES (1991-1995)	SNV	appui en intrants (semences et engrais) pour le riz, maïs, arachide et mil -Construction de magasin -Formation des femmes	Disponibilité Accessibilité Stabilité
PADEL	PNUD	-Don de décortiqueuse de riz, -Aménagement sommaire de bassins rizicoles, -Construction de magasin aux groupements -Ouverture et rechargement de la route Nanagadé-Tokibi 1 -Réalisation du pont sur l'axe Tokibi-Mansalé	Disponibilité Accessibilité Stabilité
PILSA (1997-1999)		-mise en place de crédits intrants sur pour le maïs -Pesée et récupération nutritionnelle des enfants malnutris	Accessibilité Utilisation
PADIC (2000-2003)	SNV	Promotion de l'élevage des Abeilles et de la production du Miel.	Accessibilité
LISA 1 (2003-2007)	Louvain Développement	-Appui à la production du maïs et introduction du SORVATO -crédits en intrants -crédits stockage de maïs et riz -construction de Magasin et de grenier amélioré -construction de CVECA -Vaccination -formations des femmes sur les techniques de transformation d'arachide en huile -Alphabétisations des adultes	Disponibilité Accessibilité Stabilité

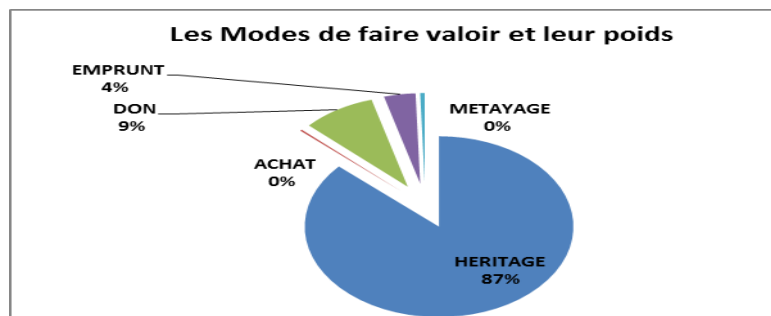
Projets	Structure de financement	Actions	Dimensions couvertes
PAMRAD (2004-2008)	CTB	-appui en intrants et Promotion de nouvelles variétés de riz (bérés 21, tox4008, fox 3080, nérica) -Réalisation d'aire de séchage de riz -formations sur les itinéraires techniques -aménagement sommaire de bas-fond -Don de kits d'étuvage et Formation des femmes sur les techniques d'étuvage amélioré de riz -appui à la commercialisation	Disponibilité Accessibilité
LISA 2 (2008-2012)	Louvain Développement	-appui en intrants pour maïs, riz et soja -construction de greniers améliorés -Apiculture (formation et construction de ruches) -dons de volailles géniteurs -construction CVECA et mise en place de groupe de tontine -Mutuelle de santé	Disponibilité Accessibilité
FAFA (2008-	CTB	-Promotion et organisation des filières riz, maraîchage -appui en matériel de décorticage et d'étuvage -aménagement de bas-fonds -renforcement de capacité	Disponibilité Accessibilité
PUASA (2008-2010)	Gouvernement	- intrants pour maïs	Disponibilité

Source : Nos Enquêtes terrain, 2012

3.2 L'offre vivrière de la Commune

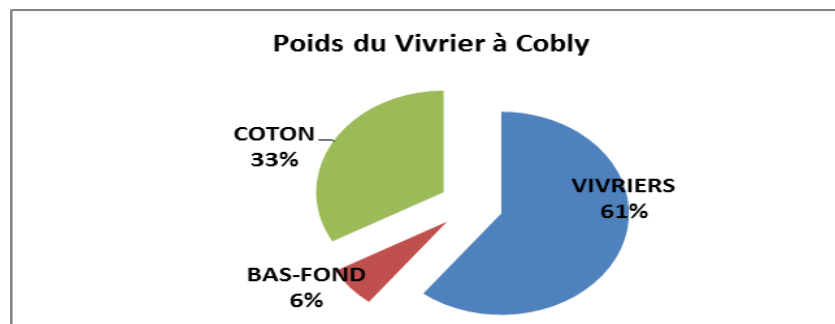
Situé dans le département de l'Atacora, la commune de Cobly bénéficie d'un climat de type soudano-guinéen sec avec un régime pluviométrique de type uni modal. Il est caractérisé par une saison sèche de durée variable s'étendant généralement de novembre à avril et une saison pluvieuse qui couvre les mois de mai à octobre. La température moyenne est d'environ 27°C avec des variations de 17°C à 35°C pendant que les hauteurs de pluies varient entre 900 mm et 1300 mm pour une pluviométrie moyenne 1100mm d'eau par an. L'Atacora-ouest en général et la commune de Cobly en particulier appartenant à la zone agro-écologique 4 du Bénin présente différents types de sols et est traditionnellement dominé par les cultures du mil, sorgho et le riz. On y rencontre également (à l'instar des autres de la zone 4) toutes les autres cultures vivrières (maïs, arachide, niébé, soja, igname, manioc, produits maraîchers, etc.) et le coton. Dans cette commune, chaque ménage dispose

en moyenne d'une superficie de 4ha pour une taille moyenne de 7 personnes avec 4 actifs dont 90% exercent principalement dans l'agriculture. L'héritage, partagé ou non entre les descendants et ayants droits, constitue le mode essentiel d'obtention des superficies cultivables (cf. figure 2). Le marché de vente de la terre n'est pas encore connu dans la commune de Cobly du moins en ce qui concerne les terres cultivables.



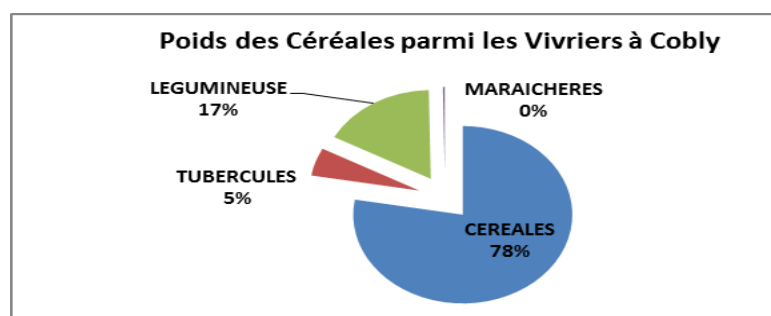
Source : Nos Enquêtes terrain, 2012

Les terres sous cultures reçoivent aussi bien les spéculations vivrières que celles de rentes dont notamment le coton. Des superficies emblavées, le coton occupe à peine le tiers (33%) pendant que les 2/3 (soit 67%) sont réservées aux cultures vivrières (cf. figure 3).



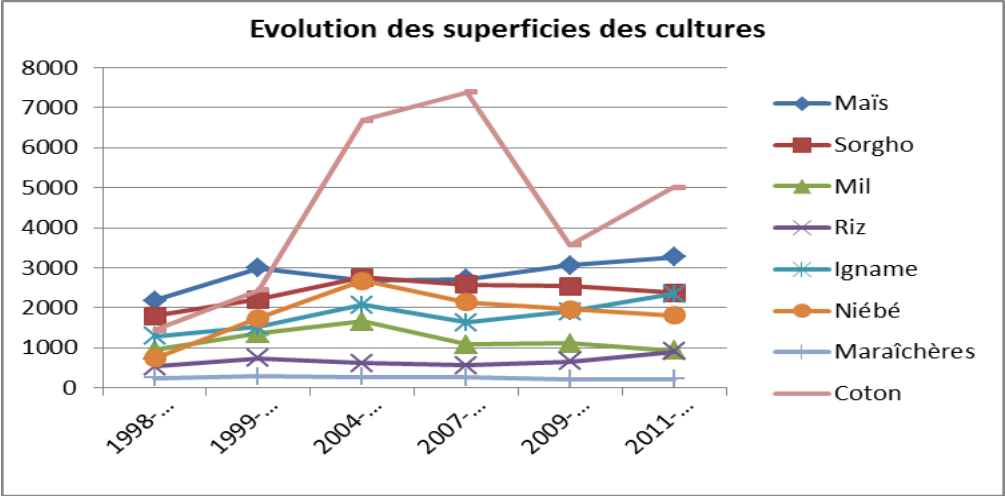
Source : Nos Enquêtes terrain, 2012

Les céréales (maïs, sorgho, mil, riz) occupent plus de 75% des superficies sous vivriers. Elles sont suivies par les légumineuses et les tubercules et racines (cf. figure4).



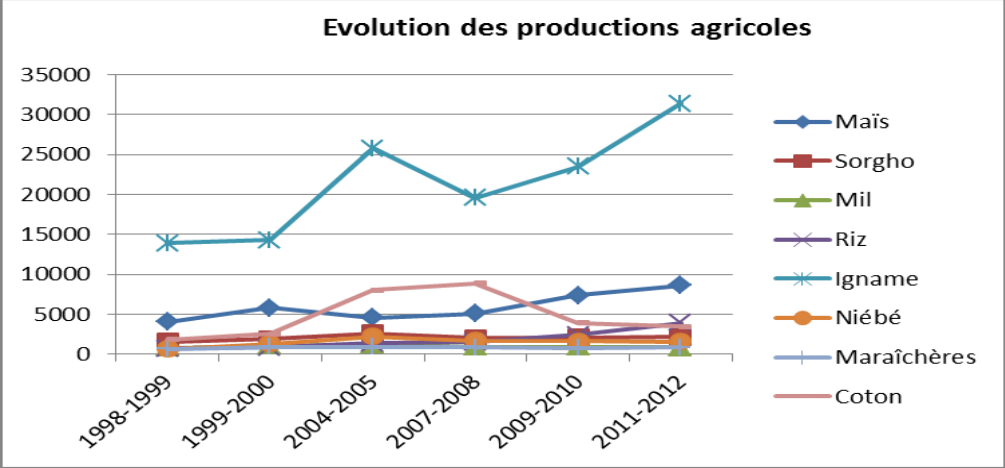
Source : Nos Enquêtes terrain, 2012

En jetant un regard rétrospectif sur les statistiques agricoles de la commune de Coby, elles révèlent une évolution à la hausse aussi bien au niveau des superficies que de la production surtout pour les principales spéculations que sont le maïs, le sorgho, le mil, le riz, le niébé, l'igname et le coton. En effet, pendant que les superficies sous coton ont été multipliées par 3,5 (en passant 1436 ha à 5008ha) de entre 1998 et 2012, celles sous maïs n'ont connues (sur la même période) qu'une augmentation de 1,5 (soit de 2174 ha à 3269ha) comme le montre la figure ci-dessous.



Source : MAEP et CARDER Atacora

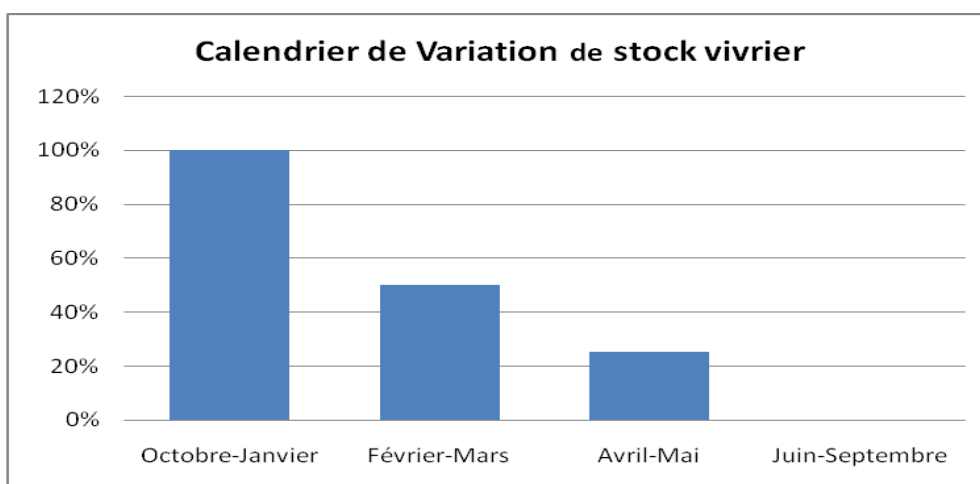
Contrairement à l'évolution des superficies où le coton a pris le pas sur toutes les cultures vivrières, l'évolution des statistiques de production révèle que l'igname et le maïs ont connu la meilleure progression en doublant leurs productions entre 1998 et 2012. En effet, la production d'igname est passée de près de 14000 tonnes à plus de 31000 tonnes pendant que le maïs est passé de plus de 4000 tonnes à près de 9000 tonnes (cf. figure 6).



Source : MAEP et CARDER Atacora

Contrairement au coton, toutes les spéculations vivrières produites sont à la fois destinées à la consommation domestique au sein des ménages et à la commercialisation. Ainsi, rares sont les producteurs de vivriers dont les produits sont uniquement destinés à la commercialisation. Les vivriers étant destinés prioritairement à la consommation dans les ménages, les variations du niveau des stocks renseigne sur la disponibilité de ces vivriers.

D'après le calendrier agricole local adopté par les producteurs, les semis qui succèdent aux travaux de préparation du sol interviennent dans la période de mai à juillet (voir août pour les retardataires) et les récoltes s'étalent de septembre (pour les variétés précoces) à décembre (pour les variétés tardives). Avec ce calendrier, les greniers sont généralement pleins entre octobre et décembre (voire janvier). C'est généralement la période d'abondance vivrière où les prix des vivriers sont le plus bas sur les marchés locaux. Entre février et avril, le stock vivrier des ménages n'est qu'à moitié plein pendant que les derniers vivres marquant l'épuisement complet des greniers sortent entre avril et mai (cf. figure 7). Ainsi les greniers des ménages sont vides et donc stock vivrier nul de juin à septembre (soit 16 semaines). C'est la période de pénurie et de soudure alimentaire pendant laquelle les prix des vivriers atteignent au moins le triple de leurs niveaux de la période d'abondance.



Source : Nos Enquêtes terrain, 2013

Cette production vivrière locale approvisionne les marchés (surtout régionaux dont celui de Tokibi) en période d'abondance pendant que les flux s'inversent en période de soudure et que les populations importent du vivrier d'autres régions du Bénin.

A Tokibi et à cause de son marché qui reçoit les commerçants venant non seulement du Bénin mais également et surtout du Togo, du Niger et du Nigéria, certains

greniers (ceux des pauvres et très pauvres) sont déjà vides en mai parce que les producteurs ont besoin du cash qu'ils obtiennent en déstockant et en vendant une partie de leurs récoltes. Toutefois, signalons que ces marchés régionaux de Cobly assurent la disponibilité des vivriers sur toute l'année même si leurs prix ne permettent pas toujours aux pauvres d'y accéder. Ainsi avec le potentiel naturel, le savoir et le savoir-faire d'une part et les appuis des interventions d'autre part, la commune de Cobly et le village de Tokibi disposent d'assez vivriers.

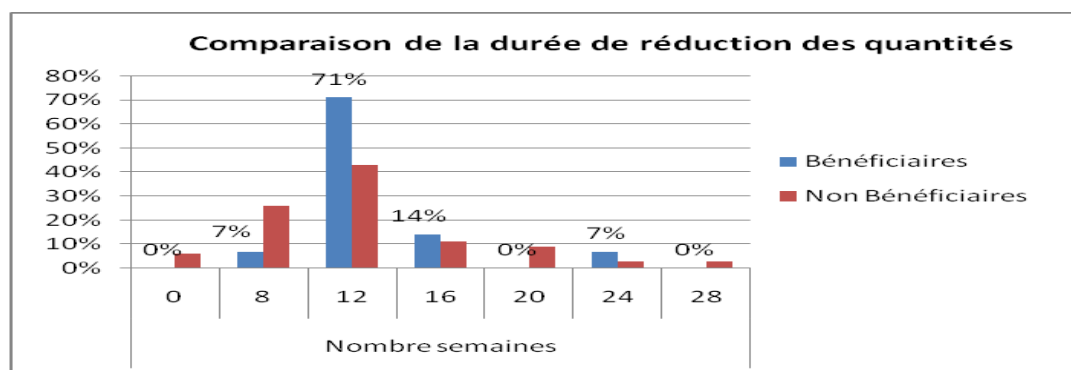
3.3 La situation alimentaire des ménages

A Cobly, la responsabilité des repas dans les ménages est partagée entre le chef ménage et les épouses. En effet, pour nourrir quotidiennement les membres du ménage, le chef ménage et/ou les autres dépendants qui ont une activité autonome fournissent les vivriers de base (céréales et tubercules) aux épouses qui ont en charge les condiments et nécessaires pour les sauces. Le vivrier est fourni par bassine de 25 Kg ou par « pom » qui correspond à 2,5Kg.

A Tokibi, le nombre moyen de cuisine par ménage est de 2 cuisines pour nourrir en moyenne de 8 personnes qui sont à la charge de 3 actifs/responsables d'unité de production exploitant une superficie totale de 7ha. Selon, nos enquêtés de Tokibi, les dépenses alimentaires annuelles par ménage tourne autour de 310.000FCFA pour une dépense en condiments estimés à 60.000FCFA. De plus, la quantité de vivriers dont dispose les chefs cuisine pour nourrir le ménages varie selon la disponibilité et le niveau du stock vivrier. En effet, les stratégies de gestion de la soudure alimentaire au sein des ménages passent par la réduction de la qualité et/ou de la quantité des repas servis, la suppression de certains repas dans la journée ou encore la privation de certains membres au profit d'autres jugés plus vulnérables. Ce papier se consacre sur les stratégies de réduction de la quantité et de la qualité des repas dans les ménages bénéficiaires des appuis et ceux non bénéficiaires. Si la quantité se rapporte au poids de céréales ou tubercules disponibles pour le plat de résistance ainsi qu'au volume servi à chaque membre, la qualité, quant à elle, se rapporte à l'utilisation des fruits et légumes d'une part et à la composition de la sauce qui accompagne les plats de résistance d'autre part. Ainsi, la qualité du repas est réduite lorsque la sauce est sans viande, ni poisson, ni bouillon, ni huile et serait faite de gombo sec ou de feuilles de baobab accompagné

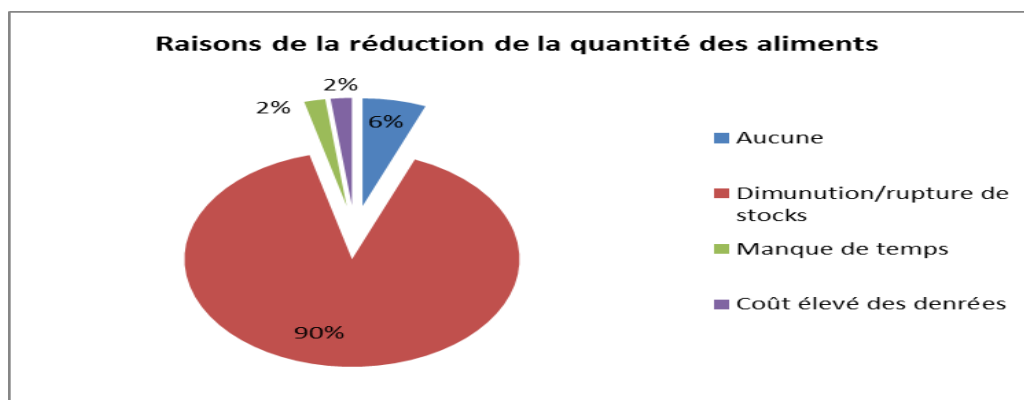
de piment et sel. Si les chefs cuisine utilisent en moyenne 1600Kg (entre octobre à décembre), cette quantité est réduite au quart (soit 400 Kg) en période de soudure alimentaire (soit juin à septembre).

Si la durée moyenne de la soudure alimentaire annuelle est de 16 semaines (soit 4 mois entre juin et septembre), cette moyenne cache bien des disparités entre les ménages non seulement par rapport à sa longueur mais également par rapport aux stratégies de gestion de la période de soudure alimentaire. En effet, même si la réduction de la quantité s'observe au niveau de tous les ménages (bénéficiaires et non bénéficiaires) elle dure en moyenne 13 semaines chez les ménages bénéficiaires contre 12 semaines chez les ménages non bénéficiaires (cf. figure 8). Pendant la soudure alimentaire les cuisines des ménages bénéficiaires reçoivent en moyenne 520 Kg de vivriers contre 350 Kg pour les non bénéficiaires.



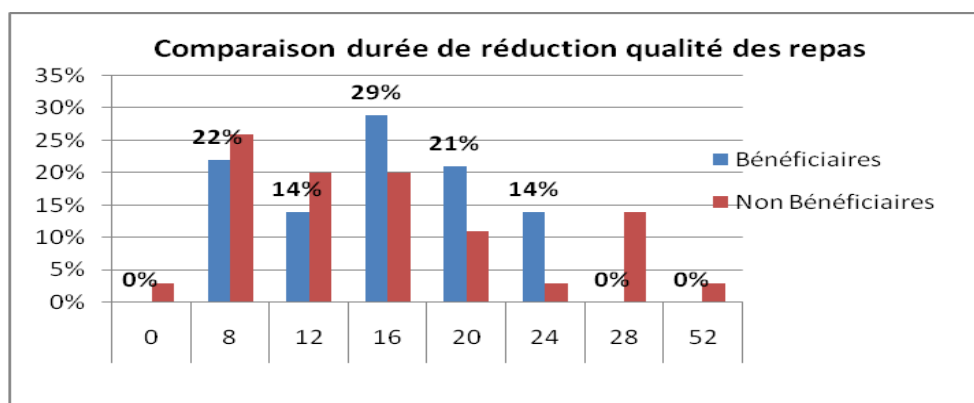
Source : Nos Enquêtes terrain, 2013

La principale raison de cette réduction de la quantité est la diminution et l'épuisement des stocks vivriers des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires (cf. figure 9). Les enquêtés ont estimé que cette réduction peut aller jusqu'à la suppression d'un ou de deux repas par jour même si cette suppression est moins observée dans les ménages bénéficiaires des appuis des projets et programmes.



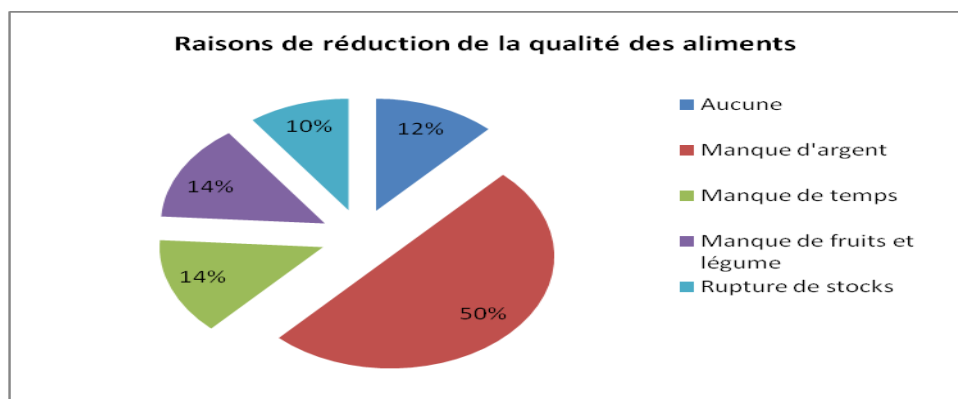
Source : Nos Enquêtes terrain, 2013

La qualité des repas étant essentiellement rattachée à la sauce, les chefs ménages bénéficiaires des interventions participent aux dépenses en condiments en moyenne pour près de quatre vingt mille (80.000) FCFA contre soixante mille (60.000) FCFA. De plus, la période de réduction de la qualité des repas dure plus longtemps chez les non bénéficiaires (16 semaines) que chez les bénéficiaires (cf. figure 10). Précisons que les ménages classés comme très pauvres n'accordent aucune attention à la qualité des repas l'essentiel pour eux se limite à l'accès à la nourriture. En effet, ces ménages très pauvres vivant, souvent, de l'assistantat (personnes âgées, des malades, veufs/veuves, etc.) ont déclaré « *nous ne connaissons pas de qualité notre problème à nous est de trouver quelque chose chaque. Si c'est de qualité que vous voulez parler, elle n'existe pas chez nous* ».



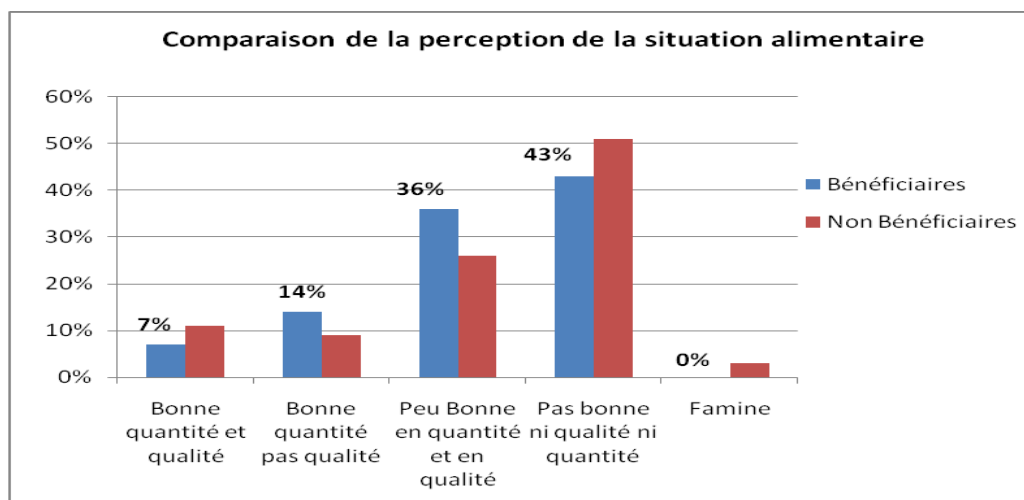
Source : Nos Enquêtes terrain, 2013

Conformément à la figure ci-dessous, les raisons qui obligent à la réduction de la qualité des repas et plus précisément des sauces sont la sécheresse et la rupture de stocks et ses corollaires (manque de liquidité, manque de temps, etc.).



Source : Nos Enquêtes terrain, 2013

Au total, aucun ménage bénéficiaire des interventions des projets vit une soudure alimentaire de plus de 6 mois (soit 24 semaines) alors que 20% des ménages non bénéficiaire sont obligés de réduire non seulement la quantité mais également et surtout la qualité des repas sur 6 à 7 mois voir même toute l'année. De même, selon la perception locale, aucun ménage bénéficiaire des projets n'estime être soumis à la famine (contre 3% chez les non bénéficiaires) et 57% de ces bénéficiaires ont qualifié d'assez bonne (soit en qualité, soit en quantité ou pour les deux) contre 46% chez les non bénéficiaires.



Les tests de comparaison de moyenne et de khi-deux révèlent une différence significative au seuil de 5% entre bénéficiaires et non bénéficiaires. Ainsi, les ménages bénéficiaires des interventions des projets/programmes ont une situation alimentaire meilleure (donc subissent moins la soudure alimentaire) que ceux non bénéficiaires. Les ménages bénéficiaires semblent plus attachés à l'assurance de la sécurité alimentaire pour leurs ménages que ceux non bénéficiaires.

4. DISCUSSIONS

Si la disponibilité et l'accessibilité sont les composantes de la sécurité alimentaires les plus couvertes par les interventions en développement à Cobly en générale et à Tokibi en particulier, les dimensions de la stabilité et surtout de l'utilisation sont rarement couvertes par les appuis des projets/programmes. Il s'ensuit que les interventions des projets /programmes ont généré une évolution en hausse aussi bien des superficies que de la production vivrière. En effet, en deux décennies

d'interventions, les superficies vivrières ainsi que les rendements des spéculations de base comme le sorgho/mil, le maïs, le riz, l'igname ont doublé (cf. figures 5 et 6) avec une bonne maîtrise des itinéraires techniques.

Outre l'accroissement de la production vivrière locale de la Commune, il nous faut mettre également à l'actif des interventions en développement, la large diffusion et l'adoption de la culture du maïs par les ménages. En effet, le maïs qui est devenu le principal aliment dans les ménages n'a été introduit et connu dans les villages de Coby que par les projets dont les tous premiers étaient conduits par le CARDER et Sassakawa global 2000. Selon nos enquêtés, jusque dans les années 80 les producteurs ne connaissaient pas vraiment le maïs, pour les quelques-uns qui le produisaient se contentaient de quelques pieds épars dans leur cour ou autour des habitations. Ce maïs produit servait juste comme amuse-gueule ou comme goûté après qu'il soit grillé. L'utilisation du maïs pour faire la pâte était complètement inconnue des ménages et en plus les quantités récoltées ne permettaient pas une transformation en farine pour la consommation des ménages. Ainsi, pour les ménages enquêtés, c'est à la faveur des interventions des projets qu'ils connaissent et consomment la pâte de maïs toute l'année. Il s'ensuit que les projets/programmes grâce à leurs interventions, en matière de sécurité alimentaire en générale et de disponibilité et d'accessibilité en particulier, ont contribué à l'accroissement de la production vivrière locale ainsi que l'adoption de la culture de maïs avec son intégration les régimes alimentaires.

Toutefois, les rares interventions en matière de stabilité des vivriers et le manque de liquidité pour couvrir les besoins des ménages obligent les producteurs à écouler sur les marchés intérieurs de la commune de Coby des quantités non négligeables de leurs productions vivrières. En effet, la commune de Coby dispose de plusieurs marchés régionaux et/ ou frontaliers (dont celui de Tokibi), qui s'animent chacun une fois par semaine et, qui reçoivent aussi bien les commerçants venant des diverses régions du Bénin que des pays limitrophes comme le Togo, le Nigéria et le Niger. A la récolte (donc en période d'abondance qui va d'octobre à février), ce sont les producteurs locaux qui approvisionnent les divers marchés et cèdent les vivriers à très bas prix aux commerçants. On assiste presque exclusivement à un circuit interne d'approvisionnement des marchés régionaux et frontaliers. A partir de Mars-Avril, le circuit interne est secondé par celui externe qui devient presque

exclusif de mai à septembre. Pendant ces mois d'importation vivrière, les produits coûtent très chers (soit au moins 3fois leurs prix à la récolte), les greniers sont vides, les producteurs manquent de liquidité et les ménages vivent la soudure alimentaire dont la durée moyenne est de 16 semaines avec assez de disparités entre les ménages. En effet, les ménages bénéficiaires des interventions des projets/programmes connaissent en moyenne 3 mois (12 semaines) de soudure alimentaire pendant laquelle sont réduites la quantité et la qualité des repas mais dans les proportions plus faibles que chez leurs homologues non bénéficiaires.

En plus de cette insuffisance liée à la rareté des interventions en matière de stabilité et d'utilisation s'ajoutent le faible effectif des ménages bénéficiaires. En effet seulement un ménage sur trois (soit 30%) sont bénéficiaires des appuis des projets/programmes en développement. Contrairement à l'adoption du maïs, les autres interventions n'ont pas effet de tâche d'huile dans la population pour bénéficier d'une large diffusion. Pour la majorité des non bénéficiaires, les interventions non seulement concentrent leurs appuis aux centres et dans les grosses agglomérations mais également et surtout ne ciblent pas toujours les vrais ménages à soutenir. En effet, même en remplissant les critères de sélection posés par les projets/programmes, il faut être parmi les privilégiés du village (lettrés, leaders d'opinion, dignitaires, lignée du fondateur ou du premier installé, etc.) et/ou des autorités locales ou des responsables locaux des projets. Ainsi, près de la moitié des non bénéficiaires estiment n'avoir pas bénéficié des appuis parce qu'ils ne sont proches ni des autorités locales ni des responsables des groupements/associations mise en place encore moins des agents des projets. Les interventions vont vers une minorité de laquelle la grande majorité se désintéresse ce qui ne permet pas une diffusion et une large adoption.

5. CONCLUSION

Sommes toutes, les diverses interventions connues dans la Commune de Cobly en matière de sécurité alimentaire depuis les années 80 ont permis un accroissement substantiel des superficies et de la production locale vivrière. De même, elles ont induit un changement notable dans le régime alimentaire des populations par le biais de l'introduction de la culture du maïs qui s'est érigé en aliment de base au fil des années dans cette région de prédilection de l'igname. Toutefois, l'amélioration de la situation alimentaire constatée au niveau des ménages bénéficiaires des projets et qui s'exprime par la réduction de la durée de la soudure alimentaire d'une part et une faible réduction de la qualité et de la quantité sans suppression de repas d'autre part, ne peut être d'office attribué aux interventions des projets. C'est seulement, l'analyse de la situation alimentaire des ménages en parallèle avec leurs trajectoires d'accumulation qui va lever toute équivoque.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement Economique et Social (CEBEDES-Xudodo), 2006 : Etude socio-économique de références du Projet d'Appui au Monde Rural dans l'Atacora et la Donga (PAMRAD)

CEBEDES-Xudodo, 2006 : Situation socio-économique des ménages dans les communes et villages d'intervention du ProCGRN dans l'Atacora et la Donga

CEBEDES-Xudodo, 2007 : Revue documentaire sur l'état des lieux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Bénin

CRAD, 2013 : Etude Préliminaire sur l'état des lieux des interventions en matière de alimentaire au Bénin

PAM, UNICEF, INSAE, 2009 : Analyse Globale de la Vulnérabilité de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (AGVSAN)

Rochat A. et Guenat D, 2013 : Pertes de grains secs durant le stockage au Nord-ouest du Bénin. In Agriculture+ Food Security Network brief n°4

Zinzindohoué Edmond, 2012 : Etat des lieux de la Sécurité Alimentaire dans le département de l'Atacora (au Nord-ouest du Bénin) et Analyse des politiques publiques.